

TUNISIE : FICHE PAYS – JANVIER 2026

Catégorie OCDE (2026) : 7/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : - / Caa1 / B-

Change : Dinar tunisien (TND) / Régime de change flottant administré

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : -41 % des émissions carbone d'ici 2030



FORCES

- Main d'œuvre qualifiée
- Soutien des bailleurs de fonds
- Accord de libre-échange complet et approfondi avec l'UE
- Production minière

FAIBLESSES

- Secteur du tourisme affecté par les risques sécuritaires
- Risque social important
- Déficits jumeaux
- Inégalités géographiques

SYNTHESE :

Évolution des risques : négative

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : L'activité a accéléré en 2025 (+2,6 % attendu par la Banque Mondiale), avec la reprise du secteur agricole et la hausse des investissements directs étrangers (IDE) dans le secteur manufacturier. En 2026, la croissance devrait être relativement dynamique (autour de +2 / +2,5 %) mais resterait notamment conditionnée au rythme de réduction de l'inflation et à l'évolution de la demande externe, en provenance d'Europe en particulier. A moyen terme, les perspectives de croissance restent modérées en raison de faiblesses structurelles (inflation, inégalités, risque social, etc.).
- Vulnérabilité des comptes publics : Les autorités sont déterminées à éviter un défaut de paiement, au prix toutefois d'un creusement d'autres déséquilibres macroéconomiques. Malgré des réformes pour consolider les finances publiques, les marges sont limitées pour réduire significativement le déficit public. Le niveau de risque souverain reste significatif.
- Vulnérabilité extérieure : Le pays rencontre des difficultés pour couvrir ses besoins de financement externe, ce qui l'a amené à contrôler ses importations (mesures en partie relâchées en 2025) afin d'éviter un creusement de ses réserves de change (3,8 mois d'importations). En raison d'un déficit courant structurel et en l'absence de programme d'assistance avec le FMI, le pays explore d'autres pistes pour disposer des fonds nécessaires et répondre à ses engagements externes.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : La qualité des actifs se détériore et l'exposition accrue au risque souverain constitue un point de vigilance.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : Le pays traverse une crise institutionnelle depuis juillet 2021. Le climat politique et social s'avère tendu, avec une hausse des manifestations et de la répression politique. La Tunisie renforce ses relations diplomatiques avec certains pays (Algérie, Arabie Saoudite, Emirats Arabes-Unis), dans la recherche notamment de partenariats financiers.
- Climat des affaires : Si les réformes (notamment refonte du code des changes en 2024) se sont accompagnées d'une hausse des IDE en 2025, le climat des affaires reste de qualité moyenne.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : Les risques physique et de transition sont modérés à ce stade, cependant le pays fera probablement face à un obstacle de taille concernant le financement de sa politique de réduction d'émissions carbone à l'horizon 2030.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2019 et 2023
(% du total)

	Exportations	Importations	
1 France	24,6%	1 Italie	14,0%
2 Italie	17,4%	2 France	11,7%
3 Allemagne	12,8%	3 Chine	10,4%
4 Espagne	4,7%	4 Allemagne	6,5%
5 Libye	3,9%	5 Algérie	5,7%

Source : ITC

Principaux produits échangés

Part des échanges de marchandises en 2024
(% du total)

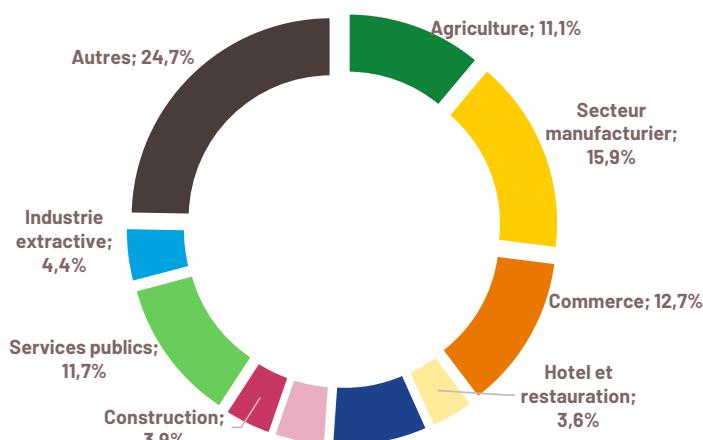
	Exportations	Importations	
Equipements électr.	27,3%	Equipements électr.	16,2%
Vêtements	18,4%	Equipements méca.	8,9%
Huiles	8,2%	Véhicules	7,8%
Combustibles	5,1%	Plastiques	7,7%
Equipements méca.	4,3%	Combustibles	6,3%

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

TUNISIE	2022	2023	2024	2025 (p)	2026 (p)	2027 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	45	49	53	59	60	60
Rang PIB mondial	93	90	90	91	93	95
Population (Mns)	12,1	12,2	12,3	12,4	12,5	12,6
Rang Population mondiale	76	76	76	76	76	76
PIB / habitant (USD)	3 677	3 967	4 290	4 751	4 826	4 796
Croissance PIB (%) [*]	2,7	0,2	1,6	2,6	2,5	2,2
Inflation (moyenne annuelle, %) [*]	8,3	9,3	7,0	5,7	5,2	5,8
Part exportations manufacturées (% total exp.) [*]	78,1	77,7	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB) [*]	82,4	84,6	84,5	84,9	84,0	83,6
Solde public (% PIB) [*]	-6,9	-7,0	-6,3	-5,7	-5,3	-4,4
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	11,4%	13,5%	14,4%	11,4%	12,9%	14,3%
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB) [*]	-8,8%	-2,3%	-2,0%	-2,7%	-2,9%	-3,1%
IDE (% du PIB) ^{****}	1,4%	1,5%	1,4%	NA	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S) ^{***}	3,2	3,4	4,0	3,8	NA	NA
Dette extérieure totale (% PIB) ^{**}	92%	88%	79%	NA	NA	NA
Dette extérieure CT (% PIB) ^{**}	30%	29%	31%	NA	NA	NA
Taux de change ^{**}	3,1	3,1	3,1	3,0	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés ^{**}	14,0	14,2	14,4	NA	NA	NA
Taux de NPL ^{**}	12,6	NA	14,4	NA	NA	NA
ROE ^{**}	9,0	10,4	10,3	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays) [*]	132	141	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	78	81	NA	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	65	NA	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI (WEO 10/2021), *Banque Mondiale, **Banque centrale, ***CEIC, ****Oxford Economics a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

Tunisie : part des secteurs dans le PIB (2022)



1. SITUATION ECONOMIQUE

• Rebond de l'activité en 2025

En 2025, la Tunisie a enfin renoué avec son niveau d'activité prépandémie, soit l'un des derniers pays à y parvenir dans le monde. Selon les instituts de prévision, la croissance du PIB serait proche de +2,6 % en 2025, après une croissance plus faible en 2024 (+1,6 %) et quasi nulle en 2023. L'activité a néanmoins surtout été soutenue au premier semestre avant d'afficher de signes de stagnation au T3 (+0 % t/t).

Ce rebond de l'activité en 2025 est principalement imputable au net redressement des activités agricoles¹, affectées par la sécheresse les années précédentes. Les arrivées touristiques ont dépassé les niveaux observés pré-crise sanitaire, entraînant une hausse des recettes touristiques de +12 % sur un an (chiffre sur les 11 premiers mois de l'année) et par ailleurs une reprise des activités de service (hôtellerie, transports et commerce dans une moindre mesure). Contrairement aux secteurs du textile et de l'énergie (produits raffinés), en repli en 2025, une demande extérieure finalement soutenue a bénéficié aux secteurs de l'industrie extractive (phosphate) et surtout électronique-électrique. Ce secteur a par ailleurs profité de la hausse des investissements directs étrangers (IDE)², à l'instar du secteur aéronautique.

• L'inflation diminuerait mais reste soumise à des facteurs d'incertitude

En 2026, l'inflation continuerait à baisser, tout en restant néanmoins élevée (+5,2 % en m.a selon la Banque Mondiale). Cette diminution reste toutefois conditionnée à plusieurs facteurs.

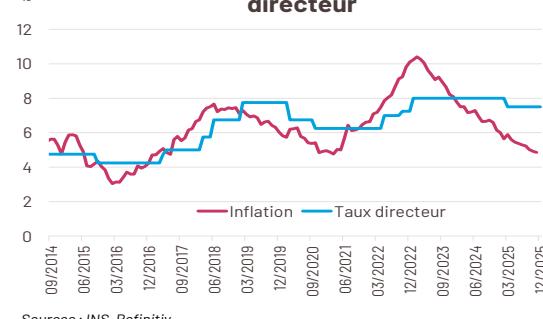
Tout d'abord, l'inflation est très liée à sa composante alimentaire³, qui dépend notamment du niveau de pluviométrie et des récoltes, qui débuteront en mai. L'inflation est également sensible au mode de financement du déficit public, qui repose davantage sur la Banque centrale (BCT, cf. Partie 2) ce qui a tendance à alimenter des pressions inflationnistes. Si la Tunisie a relâché les contrôles à l'importation en 2024, un renforcement de ces mesures n'est pas à écarter en cas de tensions sur les réserves de change durant l'été (cf. parties 2 et 3). De telles mesures pourraient créer momentanément des pénuries pour les biens concernés et donc mener à une hausse de leur prix, comme cela fut par exemple le cas en 2023.

• Vers un ralentissement de l'activité en 2026

Un consensus semble se dégager concernant un probable ralentissement de l'activité en Tunisie, quoique

léger, avec une croissance du PIB prévue entre +2 % et +2,5 % pour 2026.

Tunisie : taux d'inflation et taux directeur



Sources : INS, Refinitiv

Malgré la menace que constitue un chômage toujours très élevé (15,4 % au total, 40 % chez les jeunes), la consommation privée resterait la principale contribution à la croissance de l'activité. Les envois de fonds des expatriés et la revalorisation des salaires publics et des retraites soutiendraient les revenus tandis que le pouvoir d'achat bénéficierait en principe de la réduction de l'inflation. Comme évoqué précédemment, celle-ci resterait toutefois élevée, limitant ainsi les marges de manœuvre de la BCT, qui laisserait ses taux d'intérêt inchangés en 2026 (cf. graphique ci-dessus). L'absence de relâchement des conditions de financement pèserait *de facto* sur l'investissement privé (hors IDE, plutôt dynamiques en provenance de l'Union Européenne), déjà affecté par un climat des affaires peu porteur alors que les grèves s'intensifient (cf. Partie 4).

Concernant les perspectives à l'export, elles restent intimement liées aux perspectives de croissance en zone euro⁴ (+1,2 % selon la Commission Européenne pour 2026, après +1,3 % en 2025). Le niveau d'exposition directe à la hausse des droits de douane américains semble limité⁵, en dehors de l'huile d'olive, pour laquelle les Etats-Unis représentent près de 20 % des débouchés à l'export. De plus, ces exportations d'huiles (8 % du total des exports) augmentent certes en volume mais sont pénalisées par la faiblesse des cours, qui limite la hausse des recettes d'exportations.

• Un nœud bancaire / souverain, source de vulnérabilités

Le principal risque pour le secteur bancaire (BCT⁶ et banques commerciales) concerne l'exposition croissante au secteur public (gouvernements central et locaux, entreprises publiques, notamment la STEG, compagnie nationale d'électricité en proie à des difficultés financières). Le poids des créances du secteur bancaire au seul gouvernement augmente rapidement et dépasse actuellement 20 % du total des créances (cf. graphique

⁴ La zone euro capte près de 68 % des exportations de biens et représente 35 % des touristes et 75 % des envois de fonds.

⁵ Droits de douane de 25 % pour les biens en provenance de Tunisie. Les Etats-Unis représentent 2,6 % des exportations tunisiennes.

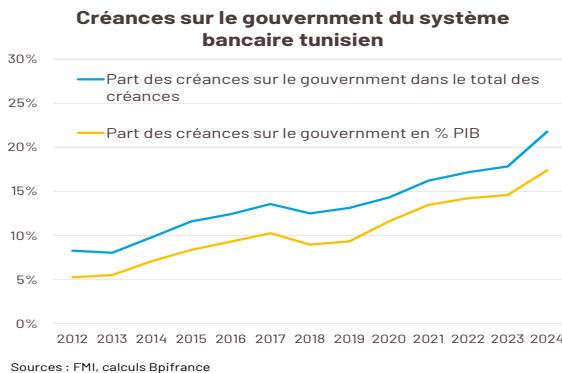
⁶ Depuis 2024, la BCT a perdu en indépendance, étant désormais forcée de financer directement le déficit public.

¹ La valeur ajoutée du secteur agricole a augmenté de +9,5 % en évolution annuelle sur les trois premiers trimestres 2025.

² Les IDE entrants ont augmenté de +28 % sur les trois premiers trimestres en évolution annuelle, avec 64 % captés par le secteur manufacturier et 24 % le secteur de l'énergie.

³ Les biens alimentaires représentent la première composante du panier de biens pour calculer l'inflation (28 % du total).

ci-contre). Si l'agence de notation Fitch a réhaussé la notation souveraine de la Tunisie à B- en 2025 (cf. Partie 2), ce qui a occasionné une révision de notes de plusieurs banques dégradées en 2023 (ATB, BT notamment), le nœud souverain/bancaire continue de représenter une source de vulnérabilité. De plus, cela provoque un effet d'éviction, qui se traduit par des difficultés d'accès au financement pour le secteur privé, alors même que les taux d'intérêt restent élevés.



Les banques tunisiennes affichent des ratios de solvabilité conformes aux normes IFRS⁷. L'amélioration de ces ratios est essentielle au vu de la dégradation de la qualité des actifs : un taux de prêts non performants de 14,5 % en 2024 (avoisinant 30 % dans les secteurs du tourisme⁸ et de la construction) et un taux de provisionnement relativement peu élevé sur ces créances (50,5 %). Cette situation menace la rentabilité du secteur. En revanche, les ratios de liquidité se redressent selon la BCT.

• Perspectives mitigées à moyen terme

Les faiblesses structurelles (inégalités, inflation, grèves, gouvernance, etc.) limitent fortement l'exploitation des atouts du pays (infrastructures de relativement bonne qualité, qualification de la main d'œuvre, ressources en phosphate). Le FMI table sur une croissance moyenne de +1,4 % / an à horizon 2028, inférieure à la moyenne des années 2010-2019 (+2 %).

Le contexte politique actuel reste tendu (cf. Partie 4) et le refus du Président de négocier un nouvel accord avec le FMI a tendance à ne pas rassurer les créanciers du pays. Cela se concrétise par des difficultés pour couvrir les besoins de financement externe (cf. Partie 3.) et des choix de politiques économiques « hétérodoxes » pour y faire face (contrôle des importations, financement du déficit public par la BCT). Malgré ce climat tendu, les autorités affichent leur volonté d'améliorer le climat des affaires⁹, ce qui se concrétise notamment par une hausse des IDE. Les autorités ciblent plusieurs secteurs potentiellement attractifs pour les IDE : TIC, pharmacie, automobile, aéronautique et ENR.

⁷ Ratio CAR de 14,4 % et Ratio Core T1 de 11,7 % à fin 2024.

⁸ L'exposition au secteur touristique a cependant diminué post restructuration de la dette des certains établissements hôteliers.

⁹ Processus de digitalisation des démarches administratives, Start Up Act, nouveau code des changes qui facilite les opérations d'IDE et libéralise certaines opérations en devises avec l'étranger.

Le pays ambitionne de développer l'aéroport de Tunis, en passant les capacités d'accueil de passagers de 7 M à 18 M. Un tel projet se confronte cependant à la réalité économique du pays et ses contraintes d'accès à des financements extérieurs (cf. Partie 3).

2. FINANCES PUBLIQUES

• Pause de la consolidation en 2026

Depuis 15 ans, la Tunisie a fait face à plusieurs événements (révolution de Jasmin, crises politiques, Covid-19, répercussions crise ukrainienne) qui ont conduit à une forte hausse de l'endettement (39 % du PIB en 2010, près de 84 % actuellement), avec un poids croissant des dépenses liées à la masse salariale publique et aux subventions¹⁰.

Des réformes ont été mises en place pour redresser les finances publiques (hausse de l'impôt sur les revenus et sur les sociétés, digitalisation de l'administration fiscale). Le gouvernement dispose toutefois de peu de marges pour restreindre les dépenses au vu du risque social élevé. L'investissement public sert à ce stade de variable d'ajustement. Le Budget 2026 table sur une hausse des dépenses publiques (+6,4 %), supérieures aux recettes (+5,2 %), soit une pause dans les efforts de consolidation. Dès lors, la diminution du déficit public resterait très lente (-5,3 % du PIB attendu pour 2026 par la Banque Mondiale après -5,7 % en 2025). Ce déficit sera principalement financé par le secteur bancaire local, avec un recours accru à la BCT (cf. Partie 1) en l'absence de créanciers extérieurs, échaudés par l'absence de programme FMI.

La dette extérieure PPG¹¹ est détenue à 81 % par des créanciers officiels, soit une dette à des conditions favorables en moyenne (taux d'intérêt faibles notamment) mais demeure exposée à un risque de change (cf. Partie 3), la part en devises étant majoritaire.

• Tout pour éviter le défaut de paiement

Entre 2016 et 2020, la Tunisie était sous-programme FMI, une période durant laquelle le pays est parvenu à réduire son déficit public. Le Président K. Saïed refusant le « diktat » du FMI, aucun nouvel accord ne se profile à l'horizon, ce qui prive le pays d'une assistance financière d'autres créanciers dans l'attente d'un accord¹². Condamné à un défaut probable, le pays a évité ce scénario à plusieurs reprises ces dernières années, grâce au soutien financier de partenaires (cf. Partie 3) et au prix d'un creusement de certains déséquilibres, notamment une forte contraction des réserves de change à chaque remboursement d'eurobonds. La prochaine échéance est en juillet 2026 pour un montant de 673 M€. Le scénario d'un défaut devrait une nouvelle

¹⁰ Respectivement 13,6 % du PIB (chiffre provisoire de 2025, +3,3 pts par rapport à 2010) et 8,9 % du PIB (+5,3 pts). Un pic a été atteint en 2022-2023 et elles auraient légèrement diminué depuis.

¹¹ Dette publique et garantie par le public.

¹² En dehors de certains projets spécifiques (énergie et migration, avec la Banque Mondiale et l'Union Européenne).



fois être écarté, les autorités étant déterminées à honorer leurs engagements.

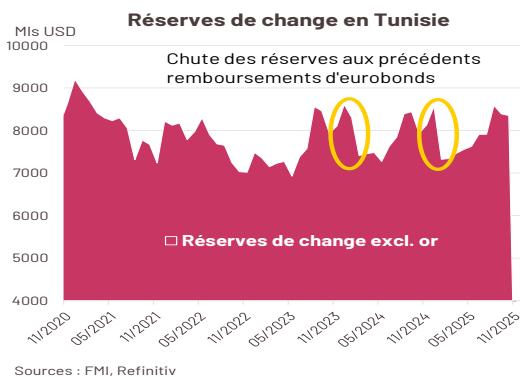
3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Redressement du solde courant en 2025**

Malgré des excédents de la balance des services et des revenus, la Tunisie connaît un déficit courant structurel (-2,7 % du PIB en 2025, selon la Banque Mondiale). Le redressement observé depuis 2023 est principalement lié à la contraction des importations, en raison du contrôle de celles-ci (partiellement relâché en 2025) et de la réduction de la facture énergétique.

- **Des réserves sous tension**

Jusqu'à présent, les réserves de change ont tenu pour atteindre 3,8 mois d'importations grâce notamment à des prêts extérieurs (Algérie, Arabie Saoudite, Afreximbank). Ces réserves sont probablement plus basses en raison de la méthode de comptabilisation des prêts de l'Afreximbank¹³. Sans nouveau soutien extérieur, les réserves de change devraient probablement se réduire de -9 % en juillet 2026, lors du remboursement d'un nouvel eurobonds (cf. Partie 2), comme cela fut le cas lors des précédentes échéances (cf. graphique ci-dessous). Il est à ce stade difficile de voir quelles sources de financement la Tunisie pourrait attirer, une situation qui prolongerait l'état de vulnérabilité sur le plan externe.



En 2025, le dinar a été stable face l'euro et a gagné du terrain face à l'USD (+4 %), en raison de l'affaiblissement de ce dernier. Davantage de volatilité est attendue face à l'euro en 2026, principalement durant l'été, lorsque les réserves de change de la BCT seront mises à l'épreuve.

4. ASPECTS POLITIQUES

- **Tensions politiques non négligeables**

Depuis le « coup d'Etat institutionnel » de 2021, la Tunisie est entrée dans une nouvelle ère politique. Sans réel adversaire¹⁴, le Président K. Saïed a été réélu en 2024, avec un taux de participation très bas (28 %). Pour rappel, un référendum a validé en 2022 le changement

de Constitution, qui renforce les prérogatives de la fonction Présidentielle au détriment du Parlement.

Le Président use d'une rhétorique populiste, toutefois sa politique n'obtient pas toujours les résultats escomptés, comme lors de la campagne anti-corruption, en poursuivant des hommes d'affaires proches de l'ancien régime de Ben Ali pour détournement de fonds, qui n'a pas permis de récupérer les fonds espérés (4,3 Md USD visés). La population semble davantage se préoccuper de la situation économique et le nombre de manifestations et de grèves se multiplie. Fin 2025, plusieurs mouvements de grèves, notamment dans le secteur bancaire, ont pesé sur l'activité. Malgré l'intensification de la répression avec une multiplication des arrestations (journalistes, juristes, syndicalistes, personnalités politiques, etc.), de nouvelles manifestations sont attendues en 2026, menées par l'UGTT, principal syndicat du pays.

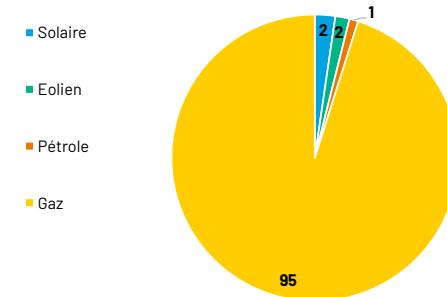
- **Soutien international**

La Tunisie bénéficie du soutien diplomatique de la France, de l'Italie et des Etats-Unis, notamment sur les questions sécuritaires (dernier attentat datant de 2023 à Djerba). La situation politique tunisienne demeure néanmoins un sujet de préoccupation pour l'Union Européenne, avec qui la Tunisie tisse des liens profonds. Par ailleurs, un rapprochement récent a été observé avec l'Algérie et dans une moindre mesure l'Arabie Saoudite, les E.A.U, voire la Chine, ce qui se traduit par une assistance financière modérée de ces pays.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Si le pays bénéficie d'une exposition relativement faible aux risques climatiques, les données du NDGain révèlent néanmoins une vulnérabilité concernant les thématiques liées à l'eau et aux infrastructures.

Tunisie : production d'électricité par sources, en % (2023=21,29 TWh)



Signataire des accords de Paris, la Tunisie s'est engagée à réduire ses émissions de carbone de -45 % d'ici 2030 par rapport au niveau de 2010. Toutefois, cette cible ne pourra être atteinte qu'à la condition d'accéder à des financements (près de 19 Md USD) soit des montants conséquents pour le pays. Ce besoin de financement externe est un obstacle important,

¹³ Sur leurs prêts de 700 M USD, environ la moitié doit être déposée auprès de l'AfreximBank, ce qui devrait en principe être déduit du montant total car non mobilisable à court terme.

¹⁴ Plusieurs membres de l'opposition subissaient une forte répression ou étaient en prison à l'époque.



notamment pour développer les ENR. La part des ENR dans le mix de production électrique a certes plus que triplé depuis 2010 mais n'atteint que 4 % du total en

2023, malgré des prédispositions favorables : ensoleillement et vent. Selon les données du FMI, le risque de transition est moyen en Tunisie.

DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary

Chef Economiste

baptiste.thornary@bpifrance.fr

Sabrina El Kasmi

Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomique Risque Pays

sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre

Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie

as.fevre@bpifrance.fr

Adriana Meyer

Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est

adriana.meyer@bpifrance.fr

Victor Lequillerier

MENA, Turquie, Chine, ASEAN5

victor.lequillerier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin

France, pays développés, conjoncture PME

laetitia.morin@bpifrance.fr

Thomas Laboureau

France, pays développés, conjoncture ETI

thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.